

Le renouvellement urbain, moteur d'une nouvelle ingénierie

Contribution Syntec Ingénierie :

Présentation de Syntec Ingénierie

Syntec-Ingénierie rassemble les sociétés exerçant une activité d'assistance ou d'études techniques, d'ingénierie, de conseil en technologie, de contrôle ou d'inspection. C'est la plus importante fédération des professionnels de l'ingénierie. Elle représente un secteur dynamique de 40 milliards d'euros en France et plus de 350 000 emplois dont près de 50% de cadres ou ingénieurs.

Le métier : étudier, concevoir et faire réaliser en tout ou partie un aménagement, un ouvrage ou un composant industriel. L'ingénierie est aujourd'hui totalement pluridisciplinaire et exerce son métier dans cinq grands domaines : les infrastructures, le bâtiment, l'environnement, l'industrie et le conseil en technologie.

Et si l'on renversait les priorités du plein et du vide...

Par renouvellement urbain, le grand public entend immédiatement barres invivables, quartiers dégradés, insécurité, et cages d'escaliers indignes. Soit d'abord, un traitement qui passe par la réhabilitation de bâtiments rendus de nouveau vraiment habitables, mais aussi par la destruction de ceux qui sont devenus gênants ou irrécupérables. Bien sûr, la question de ce qu'il y a autour, les pieds d'immeubles, le « vide autour du plein » n'est jamais totalement absente, mais elle est rarement le moteur de la démarche, parce que le rapport des coûts relatifs est écrasant (les aménagements extérieurs ne pèsent au mieux que 20% d'une opération de renouvellement), et qu'on ne dort, ni ne cuisine au quotidien, dans les rues et sur des pelouses. Pourtant on nous objectera que tous les projets de ce type sont bien pensés à travers des plans d'urbanisme globaux comme pour une opération neuve, et où la volonté de porter une grande attention à l'ensemble de la composition urbaine est réelle.

Certes, c'est la plupart du temps exact, mais l'expérience concrète que nous en avons en montre rapidement les limites. Dans une opération neuve, ce sont les infrastructures qui commencent et anticipent le plein. En renouvellement urbain, c'est exactement le contraire. Le bâti est là, incontournable, comme son vide associé, et les objets qui le composent. Il s'agit de faire « avec ». Si quelques grandes opérations spectaculaires de déconstruction ou de percement de nouvelles liaisons dites de désenclavement sont réalisées quand elles s'avèrent indispensables, en général, on réaménage avec le budget restant, on rapièce un peu...

En fait, on part du principe que la demande des populations s'exerce d'abord sur le bâti, et que c'est lui qu'il faut traiter prioritairement. Nous ne disons pas que les professionnels négligent le reste, mais ils sont entraînés par ce paradigme. Et puis, n'est-ce pas finalement plus facile à tous points de vue de traiter le bâti ? L'espace public existant est ouvert et sous le jugement de tous, interconnecté avec le reste de la ville et ses contraintes, le plus souvent dans des situations de domanialité et de partages public/privé très complexes, et qui compliquent terriblement la tâche des différents intervenants. Pourtant, c'est bien là que se joue le futur rapport du citoyen à son quartier rénové. Car, puisque l'on ne transportera pas ailleurs les bâtiments que l'on réhabilite, c'est par une nouvelle mise en scène au sens large, un nouveau « paysage » urbain que l'on peut radicalement changer la vie des habitants.

A condition toutefois qu'il soit le résultat de la plus large concertation possible, et qu'on y prenne le temps.

En renouvellement urbain plus qu'ailleurs, pour une nouvelle ingénierie des projets

L'impérieuse nécessité de cette concertation renforcée, de l'exigence d'une sorte de co-écriture du projet d'espaces publics avec les habitants sur place et au quotidien, nécessitent de revoir entièrement les façons d'aborder les missions de l'ingénierie et des maîtres d'œuvre.

A Syntec, nous en sommes convaincus depuis longtemps. En particulier, par les impasses contractuelles et mentales dans lesquelles nous enferme l'application de la Loi MOP à ces projets (ou de ses clones même bien intentionnés). Ne décrivant que des missions techniques, qui certes doivent rester le socle minimum, celle-ci ne permet pas de valoriser correctement l'essence même de notre travail dans ces sites. Il ne s'agit plus de transcrire en plans et cahiers des charges les besoins exprimés de la maîtrise d'ouvrage, mais d'écouter, comprendre, proposer des solutions et les tester, voire expérimenter et tâtonner dans une logique de « démonstrateur » in situ, sans cesse remise en cause à l'expérience. Perdre beaucoup de temps au début, pour mieux le gagner ensuite....on est loin de la belle logique APS, APD, DCE.... Appelons cela de l'AMO opérationnelle si l'on veut. Si l'on ajoute qu'à cause de la pénurie de moyens purement publics, de plus en plus d'opérations de renouvellement mêleront financeurs et opérateurs publics et privés dans des structures ad hoc (par exemple les futures SEMOP), on voit bien que nos vieux cadres d'intervention sont obsolètes pour ces projets.

Pour répondre à ces défis, nos sociétés de l'ingénierie professionnelle ont déjà intégrés à côté des ingénieurs, des spécialistes et experts en sciences « molles », appris à travailler dans la plus grande transversalité de disciplines, et développé le fonctionnement en mode « projet » avec tous nos partenaires du cadre de vie.

Nous pensons, que les systèmes ouverts comme les espaces publics des villes, spécialement en renouvellement urbain, ne sont plus la propriété conceptuelle de quelques-uns, et que s'il faut des professionnels pour les « mettre en musique » et orchestrer, la partition ne sera plus jamais écrite à l'avance et sans les auditeurs :

- Impliquer les acteurs locaux (citoyens, associations, commerces, écoles, services, ...) en les faisant participer à l'élaboration même du projet, pas seulement à de vagues concertations.
- Rendre visible les actions en cours au fur et à mesure, et les corriger à l'aune des fonctionnements réels.
- Economiser en ne retenant que les investissements considérés comme utiles.

Dans cette optique, les récents progrès des outils de conception partageables et médiatisables, comme ceux du BIM peuvent devenir de formidables vecteurs d'échanges à travers l'extraordinaire et inéluctable développement des réseaux sociaux.